

LE TEMPS

Hautes études Mardi 25 mai 2010

«On ne voit pas émerger un nouveau projet mobilisateur pour les universités»

Par Nicolas Dufour

La vaste réforme de Bologne, à l'origine des cursus de bachelor et master, doit être achevée cette année. Professeur à l'Université de Lausanne, Jean-Philippe Leresche analyse une décennie qui a changé les hautes écoles

2010: le délai était fixé. Lors de la signature de la déclaration de Bologne, en juin 1999, les responsables politiques se donnaient jusqu'à cette année pour édifier un «espace européen de l'enseignement supérieur». Cette vaste réforme a chamboulé les hautes écoles, en instaurant notamment les cursus de bachelor et master. Elle se déploie désormais sur une aire paneuropéenne, puisque 47 pays s'y sont ralliés, dont la Russie. Directeur de l'Observatoire science, politique et société, à l'Université de Lausanne, Jean-Philippe Leresche fait le point sur une décennie qui a changé les universités.

Le Temps: Quelle place occupe la Suisse dans la mise en œuvre de Bologne?

Jean-Philippe Leresche: Une place privilégiée, et paradoxale. On l'a un peu oublié, mais une année avant la signature de la déclaration de Bologne, la Suisse s'engageait en faveur d'une première démarche, la déclaration de la Sorbonne, qu'avait lancée le ministre français d'alors, Claude Allègre. Le projet allait plus loin que Bologne. Le ministre avait pu rallier quelques homologues, notamment d'Allemagne et d'Italie. Mais cette initiative a fait peur, ce qui a conduit à Bologne, sous la forme d'un forum multilatéral. Toutefois, il est intéressant de noter que la Suisse, qui a souvent une position attentiste dans ces accords internationaux, s'y est jointe d'emblée.

– Comment l'expliquer? Y a-t-il un cas particulier pour la formation supérieure?

– Ce mouvement coïncidait avec un calendrier domestique en matière de réforme de l'enseignement supérieur, pour les responsables suisses – alors, Ruth Dreifuss et le secrétaire d'Etat Charles Kleiber – comme pour leurs collègues d'autres pays. Ils se sont dit qu'ils pouvaient créer une pression au niveau européen afin de résoudre des problèmes intérieurs. Ce fut une visée instrumentale, stratégique. En Suisse, ces responsables ne prenaient pas un grand risque, car certaines hautes écoles, telles que Saint-Gall, s'engageaient déjà dans la voie de la première filière en trois ans (comme, désormais, le bachelor, ndr). Ensuite, le politique a transféré la mise en œuvre aux écoles, de manière différenciée – songez aux hautes écoles spécialisées ou aux EPF –, ce qui a favorisé l'acceptation du changement. C'est ainsi que la Suisse s'est laissée gagner par le syndrome du bon élève.

– Est-elle vraiment le bon élève qu'elle prétend être?

– La partie structurelle de la réforme, le cursus bachelor-master-doctorat, est réglée. Cette phase-là est close. La situation est par exemple plus difficile pour l'Allemagne, qui a de la peine à encapsuler ses longs cursus dans le nouveau modèle. Mais l'on se rend compte qu'il y a de nombreux autres éléments dans le package Bologne, des questions d'évaluation, d'accréditation, et d'accès au marché du travail...

- Ce qui a motivé les mouvements tardifs de contestation des étudiants, en Suisse comme en Europe, à l'automne dernier?
- On observe un effet de sédimentation, et de génération. Les étudiants d'aujourd'hui avaient une dizaine d'années au moment de la signature de Bologne. Et ces dernières années, avec sa Stratégie de Lisbonne formulée en 2000, l'Union européenne a rajouté une couche à la réforme, en tenant un discours plus axé sur l'économie, la croissance, l'employabilité. Mais les étudiants voient bien que la mobilité, par exemple, a un coût, qu'ils doivent le plus souvent assumer eux-mêmes. Ils s'interrogent sur la valeur de leurs diplômes, alors qu'il est toujours plus difficile de dénicher ensuite un stage, et que la mobilité n'est pas aussi simple qu'espéré. Des espoirs ont été déçus, à la mesure des attentes.
- Les autorités auraient-elles manqué la dimension européenne, but premier de la réforme?
- Il y a un énorme paradoxe: d'une certaine manière, Bologne échappe à l'Europe. Le Kazakhstan s'y rallie, l'Amérique du Nord et l'Australie observent avec intérêt... Dans le même temps, les politiques reconnaissent que l'espace européen de l'enseignement supérieur reste à créer, alors que l'échéance échoit cette année. Il n'y a plus, désormais, de calendrier. Avec la Stratégie de Lisbonne, l'UE disait vouloir devenir «l'économie de la connaissance la plus compétitive du monde» d'ici à 2010. Puis elle a parlé de 2012. Maintenant, plus personne n'ose avancer des ambitions aussi mégalomanes.
- D'autant qu'aujourd'hui, il est question de rigueur budgétaire...
- Oui. le fait que les étudiants suisses lancent une initiative sur les bourses d'études (LT du 12.05.2010) montre qu'ils veulent aiguillonner les autorités à un moment sensible. La réforme des curricula a servi de moteur initial, et cela a marché. Mais on ne voit pas quel sera le nouveau moteur, la vision qui pourrait enthousiasmer le monde académique. En d'autres termes, on ne voit pas émerger un nouveau projet mobilisateur. Si le prochain maître mot est la rigueur, c'est très inquiétant.

Conférence publique «Bologne, et après? Quel avenir pour les universités?», mercredi 26 mai. Université de Lausanne, bâtiment Anthropole, dès 16h15. Rens. www.unil.ch/osps

LE TEMPS © 2009 Le Temps SA